

Namur / « Lutte solidarité travail » dresse un constat d'échec

« Les pauvres payent la crise »

L'ESSENTIEL

- La misère et l'exploitation sortent renforcées de la crise, selon les militants de LST.

- Ils interpellent les politiciens lors de la Journée du refus de la misère, le 17 octobre.

Une année noire de la lutte contre la pauvreté vient de s'écouler, juge le mouvement d'éducation permanente Luttes Solidarités Travail (LST), qui se présente comme pluraliste et indépendant. Cela un an après avoir fait poser devant le Parlement wallon une dalle en hommage aux victimes de la misère. Le 17 octobre, les militants de LST, acteurs de terrain confirmés depuis 1981, retourneront sur cette dalle, à l'occasion d'une nouvelle « Journée du refus de la misère ». Ils épingleront devant les parlementaires une série de politiques récentes qui, à leurs yeux, ont aggravé la misère et l'exploitation des plus pauvres. Rencontre avec un collectif de militants.

Crise. Pour LST, l'argent donné aux banques aurait dû être investi dans la sécurité sociale. A la place, diverses allocations sociales sont réduites ou supprimées et les services publics affaiblis. Les conséquences sont énormes pour les sans-emploi, mais aussi pour les travailleurs, dont la crise « justifie » les licenciements ou la mise en concurrence.

Logement. « La politique des logements d'urgence fragilise souvent les gens », dit LST. Beaucoup, n'ayant pu trouver de logement durable dans le délai imparti (six mois ou un an), se retrouvent à la rue « avec le sentiment d'avoir été méprisés ». Si certains tentent de s'en sortir avec un logement collectif, ils sont sanctionnés financièrement.

Camping. Le plan « habitat permanent » de la Région, qui pousse les résidents des campings à renoncer à leurs caravanes, aurait pour effet pervers de conduire les familles vers des logements plus précaires encore. Quant aux campings, ils perdraient des moyens pour mettre à jour leurs infrastructures.

Emploi. Le « contrôle des chômeurs » créerait des situations d'exploitation. Les sans-emploi sont parfois tenus d'accepter du travail (via une entreprise de formation par le travail, par exemple), sous peine de perdre leurs allocations de chômage. « L'un d'eux est venu nous voir en colère : pour 700 heures payées un euro chacune, on lui demande



LA PAUVRETÉ PEUT PRENDRE différentes formes. L'apparition de tentes dressées par des SDF sur des terrains privés est une des plus visibles. Elle est loin d'être la seule. © BRUNO ARNOLD/ASAP

532 euros d'impôts, dit LST. Les chômeurs sont forcés de tout accepter, au risque de fragiliser aussi les autres travailleurs. » **Inégalités.** Les « cadeaux fiscaux » aux entreprises passent très mal auprès des militants de LST, qui les voient comme un pillage des petites bourses en faveur des gros portefeuilles. Le nombre de millionnaires grandirait à mesure que les pauvres s'enlisent dans la misère. ■

BENJAMIN MORIAMÉ

ILS ONT DIT

« C'est Robin des Bois à l'envers ! On pille les pauvres pour donner aux riches. La crise est un bon exemple. Fortis, renflouée avec l'argent de l'Etat, va redistribuer des bénéfices aux actionnaires, tandis que la sécurité sociale prend du plomb dans l'aile. Autre exemple, les titres services : l'Etat débloque des milliards pour permettre aux riches

d'employer très bon marché des femmes de ménages mal payées. Cette exploitation, c'est Cendrillon ! Il y a travail forcé également quand un chômeur doit jardiner ou maçonner pour un euro de l'heure, sous peine de perdre ses allocations de chômage. »

AMANDINE DEWEZ, LUC LEFEBVRE, MARC OTJACQUES, DIDIER VERBEKE ET JACQUES FOURNEAUX